



**Conférence nationale de GS
samedi 16 janvier 2010**

La conjoncture canadienne

1. Malgré sa réalité de gouvernement minoritaire, le gouvernement Harper se comporte comme un gouvernement majoritaire. Mû par sa volonté de cultiver sa base la plus droitière, le PCC a accentué ses traits les plus réactionnaires : politique de réduction des droits démocratiques dont la prorogation du parlement est un dernier exemple, politique anti-écologiste clairement assumée dont l'épisode de la conférence de Copenhague a été particulièrement révélateur, volonté d'assurer la souveraineté canadienne dans l'Arctique avec la volonté d'exploration du pétrole océanique à la clé, solidarité sans faille avec les aventures impérialistes du gouvernement américain autour de la question de la torture des prisonniers afghans livrés par l'armée canadienne.
2. S'il peut le faire c'est qu'il peut compter sur la faiblesse et l'opportunisme électoraliste sans rivage du PLC, du NPD et du Bloc québécois. Le PLC n'arrive pas à dépasser sa crise de leadership. La direction Ignatieff reste dans un cadre politique du néolibéralisme et du soutien à l'impérialisme américain. Il ne se distingue donc pas fondamentalement du Parti conservateur, même si ce dernier présente de plus en plus des traits de la droite américaine. Le NPD pour sa part ne présente aucune alternative réelle et a contribué avec une rhétorique farfelue au maintien au pouvoir du Parti conservateur..
3. Face à la crise économique, le gouvernement Harper a été obligé de rompre avec son objectif du déficit zéro. Il a investi 4 milliards de dollars dans le sauvetage de l'industrie automobile, il a accordé une baisse d'impôt de 11 milliards de dollars sur deux ans aux mieux nantis. Maintenant, Ottawa s'attend à un déficit budgétaire de 50 milliards. Il n'a rien fait du côté de la protection de l'environnement et a présenté l'entente de Copenhague comme satisfaisant alors que ce dernier constituait un recul par rapport aux accords de Kyoto.
4. De l'automne 2008 à l'automne 2009, il y eu 277 000 pertes d'emplois au Canada dont 167 000 en Ontario. Malgré la détérioration des conditions d'existence de secteurs importants des classes populaires, le gouvernement n'a rien accordé à ces dernières. . La réforme de l'assurance-chômage est restée une réforme cosmétique malgré les prétentions du Nouveau Parti Démocratique car cette réforme ne s'est pas attaquée au fait que moins de la moitié des travailleuses et des travailleurs au Canada ont un accès véritable aux prestations. La réduction des libertés démocratiques vise particulièrement les personnes immigrantes et les réfugiées.
5. Le mépris du gouvernement canadien envers les nations opprimées dans l'État canadien s'est encore confirmé. Les nations autochtones et Inuit vivent dans des conditions extrêmement difficiles et le gouvernement refuse de dégager les fonds qui seraient nécessaires pour faire face à cette situation. Le gouvernement canadien réaffirme son pouvoir sur le grand Nord à coup d'expéditions militaires patriotiques. Mais cette souveraineté sur le Nord, c'est d'abord l'affirmation de la volonté de l'exploration sans limites des ressources naturelles (pétrole et autres). Le gouvernement Harper maintient verrouillée la constitution canadienne t il refuse d'accepter l'application de la loi 101 au Québec où 200 000 Québécois-e-s dans le transport inter provincial, les télécommunications, les banques, les ports et les aéroports ne sont pas protégés par la loi 101 en ce qui concerne la langue de travail.

A. Un gouvernement conséquemment néolibéral

1. Au Québec le gouvernement Charest a persisté dans une orientation néolibérale sans en déroger le moindrement. Charest s'est fait le champion du libre-échange et cela tant au niveau du libre-échange inter provincial qu'au niveau du libre-échange global en direction de l'Europe. Charest cherche à intégrer l'éducation la culture dans le cadre de négociations portant sur les biens et les services. Le gouvernement Charest a baissé les impôts des plus hauts revenus de 5 milliards de dollars en 2006-2007 (manque à gagner). Il a du adopter une loi (la loi 40) pour permettre de présenter un budget déficitaire, en prévoyant dans cette même loi un retour à l'équilibre budgétaire dans des délais relativement rapprochés (2013-2014). Pour combler ce déficit budgétaire, le gouvernement propose une généralisation de la tarification et une augmentation des tarifs.(Hausse des frais d'électricité à usage résidentiel, hausse des frais de scolarité). Il veut tirer 15 nouveaux milliards de dollars de la tarification qui atteint actuellement 24 milliards pour un total de 36 milliards. Il vise ainsi à comprimer les services et à réduire la taille de l'État.

2. Sa politique de privatisation va exactement dans le même sens. Le gouvernement Charest mène dans la santé une politique de privatisation systématique. Les cliniques privées se développent et voient leur sphère d'activités s'élargir. Les hôpitaux vont être construits en mode PPP même si cela s'avère plus coûteux. Dans l'éducation, la politique de gouvernance des universités vise à donner la majorité au privé sur les conseils d'administration des établissements aux dépens des personnes provenant du secteur de l'éducation. Le gouvernement Charest a réalisé ses investissements les plus importants dans les infrastructures, dans le cadre de projets en Partenariat Public- Privé, ce qui a donné lieu a une série de contrats de complaisance tant et si bien que les odeurs de corruption ont commencé à filtrer à différents niveaux de l'administration publique. Les scandales ou scandales appréhendées se sont succédés. Tant et si bien, que vaste majorité de la population du Québec a réclamé une enquête publique sur ces derniers. Se souvenant de la déconfiture du PLC suite l'enquête sur le scandale des Commandites, craignant d'être éclaboussé par une éventuelle enquête, le Premier ministre a rejeté jusqu'ici la tenue d'une enquête largement réclamée. Le PLQ commence aujourd'hui a payé le prix en termes d'intention de vote

3. Décidé à faire payer aux classes travailleuses la réduction de son déficit budgétaire par la hausse des tarifs, par le gel des salaires et la diminution des services publics (annonce de compressions budgétaires de 800 millions de dollars), le gouvernement cherche maintenant à créer les conditions politiques permettant la réalisation de ses intentions. La consultation sur la réduction du déficit budgétaire et la délégitimation des revendications des travailleuses et des travailleurs du secteur public sont les deux axes de cette entreprise. Il a organisé une tournée de consultation pour demander aux organisations populaires où elles seraient prêtes à couper pour faire face au déficit. Les offres du gouvernement aux syndiqué-e-s du secteur public correspondent, selon les responsables syndicaux, à une reconduction du gel des salaires. Tout semble se mettre en place pour légitimer le refus de se rendre aux revendications syndicales et pour construire un appui populaire à son intransigeance.

4. Sur le terrain de la politique verte, le gouvernement Charest joue aussi la carte de la manipulation. A Copenhague, il s'est présenté comme un Vert et il a tenté de se démarquer du gouvernement Harper. Mais ses politiques réelles vont dans un sens tout à fait autre : tous les

investissements sont centrés sur les infrastructures liées au maintien de la place de l'automobile dans l'économie. Ce gouvernement soutient l'exploitation gazière et pétrolière dans le St-Laurent. Il n'a pas écarté la construction de Rabaska et Charest a rencontré la direction de Gazprom qui maintient ce projet pour un avenir indéterminé. Le développement du plan Nord va dans le même sens, celui du développement des énergies d'exportation pour le marché américain. La politique concrète de ce gouvernement est en opposition à une réelle politique écologique. La politique du gouvernement Charest est de transformer le Québec en fournisseur d'énergies aux Etats-Unis quelqu'en soit la forme. La réalité de ce projet est également démontré par la volonté d'Hydro-Québec de s'emparer de la production de l'énergie tant au Nouveau Brunswick qu'en Nouvelle-Écosse. Un dernier révélateur du caractère mensonger du tournant vert du gouvernement Charest a été la manifestation de la population de Sept-Iles contre l'exploration de l'uranium. Le gouvernement a tenté jusqu'au dernier moment, les compagnies qui veulent faire cette exploration contre les volontés de la population de cette région.

5. L'opposition parlementaire a été particulièrement inconséquente face au gouvernement Charest. Le Parti québécois et l'ADQ se sont opposés à la loi 40 (légalisant le déficit) en défendant l'équilibre budgétaire sans proposer bien sûr une hausse des impôts, ce qui ne pouvait conduire qu'à un appel à réduire les services de façon encore plus drastique que celle envisagée par le PLQ. Le PQ a fait des ouvertures à la hausse des tarifs même s'il a jusqu'ici maintenu son opposition formelle au gel des salaires des employé-e-s de l'État. Dans ses démarches inconséquentes le Pq ne s'est pas gêné pour envisager de s'allier à l'ADQ. Ce dernier est rentré dans une période de crise importante suite à son recul majeur aux dernières élections qui a ramené ce parti au rang de tiers parti. Aux dernières élections partielles, il n'a pas dépassé les 8% de votes. Dans les derniers mois, la course à la chefferie a tourné à la bouffonnerie ce qui a contribué à approfondir la crise de parti dont l'espace politique dans la droite populiste reste encore à préciser. Le député de Québec solidaire est parvenu à gagner une crédibilité certaine en dénonçant les aspects les plus odieux d'une politique gouvernementale prenant un caractère de classe de plus en plus marqué : la spéculation de la Caisse de dépôt avec les retraites de la population québécoise, le refus des compagnies minières de payer leurs redevances, le maintien de la formule PPP malgré les dénonciations du Vérificateur général...

B. Mouvement syndical et les mouvements sociaux font face l'offensive patronale et gouvernementale

6. Le mouvement syndical fait face à une dure offensive patronale. Se rendre aux demandes patronales de baisse des salaires, de réduction des effectifs, d'augmentation des heures de travail et d'allongement de la durée du contrat de travail est la condition exigée pour la non-fermeture des entreprises. Dans le secteur des communications, l'offensive de l'empire Péladeau a été particulièrement féroce. Que ce soit au Journal de Québec ou au Journal de Montréal, le patron veut parvenir à une restructuration du travail pour augmenter l'exploitation de la force de travail.

7. Les politiques néolibérales du gouvernement Charest ont un impact particulier sur les femmes. On constate un renforcement des inégalités entre les hommes et les femmes : maintien des ghettos d'emplois; gains moyens toujours plus bas pour les femmes que les hommes, nombre moindre de femmes syndiquées; femmes en nombre disproportionné au niveau des personnes à faible revenu, femmes plus représentées dans des emplois précaires et à temps partiel, femmes retraitées plus pauvres encore que les hommes. La résistance des femmes à cette situation va trouver dans la Marche mondiale

des femmes un cadre d'expression. Grâce à la radicalité des revendications portées par la marche des femmes, elle pourra aider à un processus de convergence des différents mouvements sociaux.

8. S'il y a un recul des conditions de travail et un renforcement de la précarité du travail, le mouvement syndical, au niveau organisationnel n'a connu qu'un léger tassement et le taux de syndicalisation est passé de 2007 à 2008 de 40% à 39% dans le secteur public et de 27,2, à 26,4% dans le secteur privé québécois. Il a même connu certains succès comme le retour des syndicats de la Fédération Autonome du Collégial au sein de la FNEEQ et la signature d'un protocole de non-maraudage qui a permis la mise en place d'un Front commun dans le secteur public regroupant la CSN, la FTQ et le Secrétariat intersyndical des services publics et la signature d'une entente sur un dépôt syndical partagé autour d'une augmentation salariale de 11,25% sur trois ans. Au sein du Front commun, on a jeté les bases d'une plate-forme de revendications politiques centrée sur la hausse des revenus de l'État (hausse des impôts, hausse des redevances des compagnies, niveau palier d'imposition pour augmenter les impôts des plus fortunés, lutte contre l'évasion fiscale, report de l'échéancier sur le retour à l'équilibre budgétaire, taxe sur les produits de luxe, abandon de construction d'infrastructures et édifices publics en mode PPP.

9. Il reste que la stratégie syndicale (et des mouvements sociaux) se limite à la volonté d'influencer les choix sociaux et économiques du gouvernement et de s'activer sur le «plan politique» pour ce faire. Mais comme l'écrit explicitement le SISP, cette action politique va se garder de faire de la politique partisane. De plus, le cadre stratégique vise un règlement négocié pour le 31 mars 2010, soit un règlement à la fin de l'application du décret et avant même que les troupes aient le droit de grève. Ce cadre stratégique n'a pas encore été remis en cause malgré l'intransigeance manifestée par le gouvernement Charest jusqu'ici. Toute la question des alliances stratégiques avec les forces populaires qui luttent contre les hausses de tarification et la privatisation sont les questions essentielles à résoudre si nous voulons pouvoir dresser des obstacles véritables aux intentions du gouvernement Charest. C'est pourquoi, il n'a pas été question jusqu'ici des actions et du temps qui seraient nécessaire pour remobiliser les troupes et construire un rapport de force qui permettrait de casser la détermination jusqu'ici affichée par le gouvernement Charest de nous faire payer les coûts de la crise actuelle du capitalisme.

Contribution à l'élaboration d'un programme d'urgence économique et écologique face à la crise

1. Aujourd'hui les luttes pour un Québec écologiste et pour un Québec indépendant se mènent conjointement. La crise actuelle par sa profondeur, par les répercussions sur les conditions d'existence des travailleurs et des travailleuses, par l'ampleur et la radicalité des demandes patronales ne peut être affrontée en ordre dispersé. Élaborer un programme d'urgence pour faire face à la crise, c'est définir des revendications et des moyens d'action permettant de réunir toutes les forces qui devront être mobilisées pour construire la résistance.

2. Pour esquisser un programme d'urgence, il faut donc chercher à détecter dans les luttes actuelles, dans le « mouvement réel », les lignes d'une volonté solidaire de défense qui exprime déjà ici et maintenant les axes de la résistance populaire. Aujourd'hui, cette volonté solidaire se manifeste dans la volonté de défendre les services publics, dans la volonté de protéger notre environnement, dans la volonté d'imposer ce qui est le bien commun contre la logique concurrentielle de la propriété privée et du calcul égoïste.

Ne pas payer leur crise !

3. Pour éviter de porter toutes les conséquences de la crise actuelle, il faut s'opposer frontalement au pouvoir absolu du marché, à la course effrénée aux profits, au droit de propriété sans frein des grandes entreprises, à l'extension de la privatisation des services publics et à la concurrence de tous contre tous, à la libre spéculation du capital financier, à la concentration des richesses chez les plus riches des classes dominantes. C'est pourquoi, on doit retrouver au centre d'un programme d'urgence :

A. Un nouveau partage des richesses par la redistribution la richesse en direction de la majorité populaire

Une des principales causes de cette crise réside dans les reculs du pouvoir d'achat du salaire qui perdure depuis deux décennies, alors que les profits ont connu une croissance importante. Un changement significatif dans la répartition des revenus est la condition nécessaire d'un programme de gauche dont les principaux objectifs serviraient la revalorisation des salaires, la création d'emplois par réduction du temps de travail et le rehaussement de l'aide sociale, de l'élargissement de l'accès aux prestations de chômage, la hausse des revenus des retraité-e-s. Voici quelques mesures concrètes et immédiates à envisager :

Augmenter le revenu salarial global en élargissant les services publics. Plutôt que de relancer la consommation de marchandises prioritairement, investir pour la revalorisation d'un revenu salarial global orienté vers les services socialement et personnellement utiles ainsi qu'écologiquement favorables. La détermination du choix de telles mesures passe par une réflexion citoyenne concernant les grands axes à promouvoir dans la transformation des modes de vie, afin d'élaborer un vaste chantier d'infrastructures sociales. Dans cette optique, la redistribution de la richesse se fera par le développement de zones et de domaines de gratuité permettant d'élargir la part du salaire social dans le revenu global des salariés. Deux mesures immédiates sont envisageables :

! Relever le niveau des prestations d'assurance-chômage de 55 % à 70 %. Également, imposer une norme unique d'admissibilité de 210 heures plutôt que les normes actuelles de 420 à 910 heures, abolir le délai de carence et des exclusions pour départ « volontaire » ou inconduite (qui font que des milliers de citoyens et des citoyennes se retrouvent devant le chantage à l'emploi, des diminutions des conditions de travail, le harcèlement, etc.).

! Remettre en question le régime de retraite capitalisé qui est soumis aux aléas des marchés financiers et ouvrir le débat sur l'implantation d'un régime par répartition comme le régime de Pension de la sécurité de la vieillesse au Canada. Les systèmes de retraites par capitalisation n'engendrent aucune valeur supplémentaire et ils soumettent les retraites aux règles de la finance et à la spéculation comme on l'a vu avec la crise à la Caisse de dépôts et de placements. Plus immédiatement, il faut fixer l'âge du départ volontaire à la retraite à temps plein à 60 ans, exiger qu'aucune pension ne soit inférieure au salaire minimum et exiger qu'on mette fin à toutes les pressions visant à augmenter l'âge de la retraite.

Augmenter le salaire direct. La redistribution de revenus doit être imposée pour revaloriser les salaires directs et faire de l'État le garant de la redistribution des revenus vers la majorité salariée de la population. Alors que des milliards sont accordés au secteur financier, utilisons la richesse sociale pour permettre à chacun de vivre dignement. Ce qu'il faut est donc un relèvement immédiat du salaire minimum (pour qu'il soit équivalent au seuil de faible revenu -soit 10,20 \$/heure- indexé au coût de la vie). À un autre niveau, il faut relancer la bataille pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Réformer radicalement la fiscalité pour contribuer à redistribuer la richesse. Selon le Secrétariat intersyndical des services publics, « des milliards de dollars en impôts disparaissent chaque année dans des paradis fiscaux, au lieu d'être réinvestis dans le maintien et l'amélioration des services à la population. La structure du système des impôts devrait être réorganisée pour favoriser la redistribution des revenus. Par exemple, un impôt de crise sur les grandes fortunes, une majoration l'impôt sur le revenu et sur le capital, une imposition des gains de capitaux des particuliers (les dividendes), une baisse significative des taxes sur les produits et services de première nécessité, l'interdiction aux entreprises de posséder des actifs dans les paradis fiscaux⁷.

Remise en cause de l'arbitraire patronal sur l'emploi et baisse des heures de travail

Le problème de l'emploi est déjà majeur. Le pouvoir patronal sur l'embauche et les licenciements est aujourd'hui absolu. Chaque jour, des entreprises rentables annoncent à la fois des profits et des mises à pied. Comme la remontée du chômage risque d'être très importante dans les prochaines années, ce pouvoir patronal sur l'embauche et les licenciements est à remettre en cause par :

! L'instauration légale d'un droit de veto des employé-e-s sur les licenciements dans une entreprise rentable ou subventionnée par les gouvernements. Pour opérationnaliser cette interdiction, en fait imposer l'ouverture des livres de comptes des entreprises et la levée du secret commercial.

! La baisse de la durée des heures de travail à 32 heures sans baisse de salaire, avec embauche compensatoire et interdiction de l'intensification du travail et des heures supplémentaires. Il s'agit aussi d'une revendication visant à travailler moins pour vivre mieux, en nous faisant sortir d'une logique productiviste toujours à courte vue.

! Des mesures pour dépasser de la précarité du travail qui touche particulièrement les femmes.

! L'augmentation des vacances à un mois dès la première année de service.

Stopper la privatisation et développer les services publics

Si on ne veut pas que la majorité de la population paie cette crise, il faut s'opposer à la tarification des services publics comme le proposent les gouvernements actuellement. Il faut non seulement en finir avec la privatisation de ces services, mais élargir les sphères des services gratuits. Ce qui veut dire :

La défense de l'école publique : L'instauration la gratuité à tous les niveaux du système d'éducation et l'annulation des frais afférents dans les écoles, collèges et universités.⁸ Ce qui avec la fin du financement public des écoles privées et la défense de l'école laïque

La défense et l'élargissement du système public de santé : En clair, la généralisation de l'accès gratuit aux services de santé, la gratuité des médicaments prescrits par les médecins, la fin du financement de la médecine en cliniques privée, la mise en place d'un pôle public des médicaments pour la production et la diffusion des médicaments⁹, le rapatriement des personnels et des équipements de santé vers le secteur public, la socialisation des résidences pour personnes âgées et l'instauration de mécanismes de cogestion des aînés avec les personnels de ces établissements publics afin d'opposer le bien-vivre.

Un vaste programme de construction de logements sociaux. Il faut sortir le logement social de la logique de marché et préconiser le droit au logement. Un vaste programme de construction de 50 000 logements sociaux devra s'accompagner du gel des prix des loyers pour une période indéterminée.

B. Réorganiser de la production selon dans des nécessités écologistes

Il faut sortir de la sphère privée les activités décisives du double point de vue du sauvetage du climat et de la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Définir une politique de sortie de crise marquée par l'écologie, c'est définir une manière d'habiter la nature, de produire, de se déplacer et de décider collectivement. Des transformations sont nécessaires pour que l'écologie conduise à repenser la vie économique et en faire son point de départ. Un plan d'urgence viserait à contrer la crise par le développement de la sphère non-marchande de l'économie de la manière suivante :

Se réappropriier les entreprises de transport et en faire un bien public : Pour en finir avec des agglomérations saturées et des temps de transport domicile-travail trop longs, il faut impulser une politique volontariste de transports publics, rénover et bâtir un réseau performant de transports collectifs dans lesquels on ne soit plus obligé de s'entasser. **La crise de l'industrie automobile est le symbole de la vieille économie marquée par le gaspillage, la pollution, l'épuisement des ressources, la destruction de l'environnement et la surconsommation. Au Québec, où l'industrie automobile a déjà été en partie détruite par la concurrence capitaliste, il devient nécessaire de repenser l'ensemble du système de transport. L'État du Québec pourrait faire des pas dans cette direction,** par l'appropriation publique des entreprises de production de matériel de transport public (autobus, trains, chantiers maritimes, avionneries) qui ont été déjà massivement subventionnées par le public, et l'introduction de la gratuité dans le transport public des personnes dans les municipalités.

Placer les énergies renouvelables au centre de notre politique énergétique : L'État québécois peut devenir le maître d'œuvre d'une vaste transformation du secteur énergétique. L'économie devient ainsi orientée par l'écologie où les valeurs d'usage des biens et des services deviennent des secteurs

industriels définis par les besoins de construction d'un cadre de vie sain et humain. Concrètement, il faut :

- Construire un pôle public de production des énergies propres autour d'Hydro-Québec.
- Créer une société publique (Énergie Québec) pour développer les énergies propres (solaire, biomasse...)
- Nationaliser l'industrie éolienne autour d'Énergie-Québec en collaboration avec les groupes citoyens en région autour d'initiatives coopératives, ce qui nécessite une décentralisation des pouvoirs de décision vers les régions.
- Mettre sur pied un vaste chantier sur l'efficacité énergétique et revendiquer la création d'une entreprise publique dans le domaine de l'isolation et de la rénovation énergétique des bâtiments.

Les ressources naturelles (eau, bois et mines) sont un bien commun de la société et ne peuvent donc être laissée aux mains du privé. Historiquement, au Québec, c'est l'État qui a assumé les coûts du développement forestier, en donnant la forêt aux industriels et en prélevant peu de redevances. Si l'aide de l'État et la concurrence internationale leur permettent, les compagnies forestières vont continuer à engranger les profits sans se préoccuper de l'épuisement de la ressource. Certes, la crise est bien réelle, mais les compagnies s'en servent comme prétexte pour fermer les usines. Pour rompre avec cette logique, tout doit changer. C'est le temps que les initiatives des travailleuses reçoivent le soutien nécessaire. Ce qui veut dire :

- ! Exproprier les grandes forestières
 - ! Confier aux travailleuses et travailleuses de ces régions le contrôle de l'exploitation forestière.
- Tout doit appartenir à ceux et celles qui vivent en ces régions.

Pour une agriculture centrée sur la souveraineté alimentaire : Au Québec, l'hégémonie d'une agro-industrie centrée sur l'exportation a contribué à appauvrir les sols, à concentrer la propriété terrienne et à multiplier les problèmes environnementaux. Concrètement, il faut promouvoir une politique de souveraineté alimentaire pour renforcer la cohésion du milieu rural, faire nos propres choix en matière d'alimentation et d'agriculture et réaliser nos objectifs sociaux et écologiques. Et appuyer une agriculture verte, locale, biologique et du terroir afin de réduire notre dépendance à l'importation et à la monoculture et à l'élevage industriel.

C. Se donner les moyens financiers de nos projets

La constitution d'un pôle public de crédit est nécessaire. Ce qui veut dire interdire des financements des déficits et faillites bancaires, et imposer la création d'un système bancaire et financier public unifié sous un contrôle public et populaire ! Comment faire cela ? -Placer sous le contrôle citoyen les mouvements de capitaux et interdire la titubation et les marchés de produits dérivés.

- Placer la Caisse des dépôts sous le contrôle démocratique des représentants des travailleurs et des travailleuses, des déposants et des représentant-e-s élu-e-s de l'État et modifier son mandat pour qu'elle investisse dans des entreprises écologiques et socialement responsables au Québec.
- Nationaliser des banques sur une base permanente, sans indemnité ni rachat. Les banques nationalisées doivent devenir un service public et fournir des fonds publics à une politique d'investissement au service de l'emploi, du logement social, des services publics, des projets écologiques et garantir un accès au crédit à taux favorable pour les particuliers. Cette appropriation pour dépasser la logique des nationalisations technocratiques doit être placée sous le contrôle des salarié-e-s et de la population.

D. Les médiations dans la lutte pour un tel programme

1. Les mouvements sociaux, dans leur ensemble, s'inscrivent encore dans une stratégie visant à influencer les choix du gouvernement et écartent dans leur la majorité la perspective de faire de la politique partisane sur une base de classe par des moyens de lutte de masse.
2. La lutte pour un programme permettant de bloquer l'offensive patronale et gouvernementale va passer essentiellement par l'initiative et la coordination des organisations et des militants et militantes qui pensent nécessaire d'aller dans une telle direction.
3. Aujourd'hui, le premier terrain sur lequel on peut se battre pour avancer une telle perspective c'est dans le cadre de la campagne de Québec solidaire pour la défense des services en coopération particulièrement avec les militantes et les militants également impliqués dans les mouvements sociaux et particulièrement dans la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics.
4. La campagne de Québec solidaire peut avoir un impact important dans la mesure où elle ne se limite pas à une campagne propagandiste sur les positions programmatiques issues des plate-formes électorales. Elle aura un impact si elle commence à faire converger un certain nombre de forces autour de débats politiques sur les perspectives à mettre de l'avant et des initiatives dans l'action dans le sens de l'élaboration collective d'une plate-forme de résistance aux politiques des gouvernements Harper et Charest. La tenue de rencontres régionales à l'initiative de QS et d'organisations syndicales, écologistes, populaires, féministes et jeunes seraient l'occasion de concrétiser pour QS ce qu'est un parti de la rue lié aux mouvements sociaux et pour ces derniers de comprendre l'importance d'avoir un instrument organisationnel d'unification de leurs revendications et un porte-parole sur la plan politique de leurs aspirations.
5. Une telle orientation permettrait de poser comme un impératif essentiel de commercer à regrouper les militantes et militants de Qs oeuvrant dans les organisations syndicales (collectif intersyndical) et éventuellement dans les autres mouvements sociaux pour que la campagne ne reste pas une bonne initiative de la direction mais également un moyen de mobiliser l'ensemble des membres du parti pour construire cette campagne tout en renforçant leur cohésion et les liens avec d'autres militant-e-s partageant leur orientation.